

17 avril 2006



Conseil de sécurité CS/8692

Department of Public Information • News and Media Division • New York

Conseil de sécurité

5411^e séance – après-midi

CONSEIL DE SÉCURITÉ: CONDAMNATION DE L'ATTENTAT DE TEL-AVIV ET APPEL À ISRAËL POUR QU'IL FASSE PREUVE DE RETENUE ET AU HAMAS POUR QU'IL ADHÈRE AUX PRINCIPES DU QUATUOR

Après avoir constaté l'absence de consensus sur un projet de déclaration relatif à la situation au Moyen-Orient, le Conseil de sécurité a, à la demande du Groupe des États arabes, de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) et du Mouvement des non-alignés*, tenu un débat au cours duquel 34 délégations se sont exprimées aujourd'hui. Le débat a été l'occasion pour le représentant d'Israël, Dan Gillerman, qui a relevé qu'il était organisé le jour même d'un attentat-suicide à la bombe en Israël, de dénoncer l'œuvre du nouvel axe de la terreur qui comprend la Syrie et l'Iran. Ces accusations ont été rejetées par le représentant syrien, Milad Atieh, comme une tentative désespérée de détourner l'attention des violations des droits des Palestiniens alors que celui de l'Iran a rétorqué en évoquant le programme nucléaire israélien, l'illustration, a estimé Javad Zarif, d'un mépris total de la communauté internationale qui appelle, depuis plus de cinq ans, à l'adhésion d'Israël au Traité pertinent (TNP).

Le représentant israélien a souligné que l'attentat de Tel-Aviv a été revendiqué par le Djihad islamique et les Brigades des Martyrs Al-Aqsa liées au Fatah, et « célébré » par le Hamas. De nombreuses délégations se sont déclarées troublées par la réaction du Hamas. Pour le représentant des États-Unis, un gouvernement de l'Autorité palestinienne, qui refuse d'accepter la responsabilité qui lui incombe de prévenir des actes de terreur et refuse de les condamner, ne peut être un partenaire dans la paix. À l'instar des autres orateurs, John Bolton s'est, en revanche, félicité de la ferme condamnation du Président de l'Autorité palestinienne qui, selon l'Observateur de la Palestine, a qualifié l'attaque de contraire aux intérêts du peuple palestinien. Depuis son retrait de Gaza, Israël, a indiqué son Représentant, a essuyé près de 26 000 attaques. Justifiant comme des actes de légitime défense, les opérations militaires menées dans le Territoire palestinien, Dan Gillerman a rejeté toute tentative de comparer les morts accidentelles à des attentats-suicides ciblant femmes et enfants.

Israël doit cesser de justifier ses incursions par une prétendue nécessité de légitime défense, a réagi l'Observateur de la Palestine qui a dit plutôt y voir la ferme intention de maintenir l'occupation. Riyad Mansour a demandé à la communauté internationale d'abandonner la politique de deux poids deux mesures et de traiter de la situation sur le terrain et sur le plan politique. Au cours du débat, des appels à la retenue ont été lancés à Israël qui a aussi été prié de cesser l'expansion des colonies de peuplement, la construction de la barrière de sécurité, les autres actions unilatérales et les exécutions extrajudiciaires. Israël a, par ailleurs, été exhorté à reprendre le transfert des revenus fiscaux dus à l'Autorité palestinienne.

* S/2006/227; S/2006/239; S/2006/240.

À l'instar de celle de l'Union européenne, dirigée par Gerhard Pfanzelter de l'Autriche, de nombreuses délégations ont également noté avec préoccupation que le nouveau Gouvernement palestinien ne s'est toujours pas engagé en faveur du plan de travail pour la paix du Président Abbas et des trois principes édictés par le Quatuor à savoir la non-violence, la reconnaissance du droit d'Israël à exister et l'acceptation des accords existants. L'absence d'un tel engagement ne manquerait pas d'avoir un impact sur l'aide de l'Union européenne, a dit le Représentant autrichien qui, avec d'autres, a lancé un appel urgent au Gouvernement palestinien pour qu'il s'engage dans le démantèlement des structures terroristes.

Face aux accusations de l'Observateur de la Palestine et d'autres délégations selon lesquelles une privation de l'aide consisterait à punir un peuple pour avoir élu démocratiquement son Gouvernement, le représentant de la France, Jean-Marc de La Sablière, a précisé que l'aide européenne n'est que partiellement et temporairement suspendue. L'Union européenne demeure le premier bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne, a-t-il rappelé en estimant que l'assistance doit être préservée, l'aide humanitaire maintenue, ainsi que la majeure partie des projets de coopération. Quant à l'aide budgétaire, des canaux alternatifs sont, à la lumière de la situation, en train d'être explorés pour la cibler vers des besoins prioritaires tels que l'éducation et la santé. Les représentants des États-Unis et du Japon ont également décrit la quantité et la qualité de leur aide au peuple palestinien. Avec d'autres, ils ont souhaité des pourparlers entre les Premiers Ministres des deux parties.

Outre les 15 membres du Conseil et les orateurs cités, les représentants des pays suivants ont pris la parole: Bahreïn (au nom du Groupe des États arabes), Yémen (au nom de l'Organisation de la Conférence islamique), Malaisie (au nom du Mouvement des non-alignés), Algérie, Égypte, Pakistan, Indonésie, Chili, Arabie saoudite, Cuba, Turquie et Venezuela. Le Président du Comité sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et l'Observateur de la Ligue des États arabes ont également fait des déclarations.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine, a déclaré que cette réunion du Conseil de sécurité était pleinement justifiée face à la dégradation de la situation au Moyen-Orient. Remerciant ensuite les membres du Conseil pour la « flexibilité » dont ils ont fait preuve la semaine dernière au cours de la négociation d'une déclaration présidentielle, le représentant a accusé Israël de maltraiter des prisonniers palestiniens illégalement détenus dans ses prisons. L'Autorité palestinienne lance à Israël un appel pour qu'il libère immédiatement les Palestiniens détenus dans ses prisons, a dit le représentant en invitant le Conseil de sécurité à exiger l'application de toutes les résolutions prises sur la question du Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

Revenant aux négociations relatives à une déclaration présidentielle soumise par le Qatar, M. Mansour a regretté que ce texte n'ait pas été approuvé au vu des souffrances des populations palestiniennes qui subissent les effets de l'usage excessif de la force par Israël. La plupart des victimes sont des enfants et des femmes innocents, a poursuivi l'intervenant. Le 10 avril, le Ministre de la défense israélien a menacé d'envahir militairement la bande de Gaza. Des missiles ont été tirés contre les bâtiments abritant les bureaux du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. M. Abbas a accusé Israël de vouloir raser les dernières installations et infrastructures gouvernementales palestiniennes de manière gratuite, a dit M. Mansour.

M. Mansour a rappelé que M. Abbas avait condamné l'attaque perpétrée aujourd'hui contre des Israéliens à Tel-Aviv. L'Autorité palestinienne s'oppose au terrorisme, a-t-il affirmé. Il a invité la communauté internationale à condamner Israël et à faire pression sur lui pour que cessent les attaques de l'armée contre les civils palestiniens. Il est temps de réagir et de mettre fin à la politique de deux poids

deux mesures qui a caractérisé à ce jour le traitement de la question du Moyen-Orient, a-t-il dit. Les Palestiniens ont droit à la démocratie, et leur choix souverain doit être respecté.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a déploré que l'Observateur de la Palestine n'ait fait aucune mention du Hamas dans son intervention. Le Hamas, a-t-il affirmé, a justifié et s'est réjoui de l'attentat perpétré aujourd'hui à Tel-Aviv qui a été revendiqué par le Djihad islamique et les Brigades des Martyrs Al-Aqsa liées au Fatah. L'attaque d'aujourd'hui est une opération du nouvel axe de la terreur qui comprend certains États Membres dont la Syrie et l'Iran. Donnant des exemples de la litanie de haine provenant du Hamas, du Premier Ministre de l'Autorité palestinienne ou encore du Président de l'Iran, le représentant a lancé un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle prenne les mesures qui s'imposent et prévienne d'autres tueries.

Depuis septembre 2000, a-t-il noté, les terroristes palestiniens ont perpétré près de 26 000 attaques contre le peuple d'Israël. Depuis son retrait de Gaza, Israël a essuyé quelques 500 tirs de roquettes Kassam. Israël, a prévenu le représentant, ne sacrifiera jamais la sûreté et la sécurité de ses citoyens. Israël regrette toute perte en vies humaines mais toute tentative de comparer les morts accidentelles des opérations de légitime défense avec des attentats-suicides ciblant des femmes et des enfants est moralement erronée et fausse. La terreur demeure la terreur et elle ne saurait être justifiée, a souligné le représentant.

M. JOHN BOLTON (États-Unis) a déclaré que l'ONU doit avoir un rôle neutre dans la résolution de la question du Moyen-Orient. Il est clair que des négociations sur des projets de textes déséquilibrés portent préjudice à la crédibilité et au rôle que l'ONU doit normalement jouer. Israël a le droit de se défendre, et il est indigne de l'ONU de vouloir condamner Israël parce que ce pays s'est défendu contre des tirs de roquettes effectués par des extrémistes palestiniens à partir de Gaza.

Cette semaine, les États-Unis étaient prêts à soutenir un projet de texte de déclaration présidentielle s'il avait été équilibré et avait appelé les deux camps à faire preuve de retenue afin de ne pas encourager une escalade de la tension sur le terrain, a poursuivi l'intervenant. Face à l'attaque qui a eu lieu aujourd'hui à Tel-Aviv, il est important d'insister sur la responsabilité qui incombe à l'Autorité palestinienne pour mettre fin au terrorisme, a dit M. Bolton. Le Conseil de sécurité ne saurait demeurer silencieux alors que le Hamas, qui est le parti au pouvoir dans l'autorité palestinienne, soutient ces attaques.

Les États-Unis soutiennent la mise en œuvre des engagements de la Feuille de route mais pour progresser sur la voie de deux États démocratiques, Israël et la Palestine, il faut deux partenaires. Un Gouvernement de l'Autorité palestinienne qui refuse d'accepter la responsabilité qui lui incombe de prévenir les actes de terreur et de punir les coupables de ces actes de violence et qui refuse de les condamner encourage le terrorisme ne peut être considéré comme un partenaire dans la paix.

M. CÉSAR MAYORAL (Argentine) a déploré que des civils innocents continuent de souffrir d'un nouveau cycle de violence. Les accusations mutuelles des deux parties quant à la cause de cette violence sont hélas bien connues, a-t-il dit. Combien de Palestiniens et d'Israéliens devront encore souffrir avant que certains de leurs dirigeants n'abandonnent la voie sans issue de l'anéantissement mutuel et choisissent celle de la réconciliation et de la reconnaissance. Pour sortir de ce cercle vicieux, a-t-il estimé, il est essentiel que les deux Gouvernements reconnaissent les aspirations à la sécurité, à l'autodétermination et à la dignité des uns et des autres.

Le droit d'Israël de vivre en paix et en sécurité requiert de l'Autorité palestinienne qu'elle prenne des mesures contre les individus et les groupes qui attaquent des objectifs israéliens, a dit l'intervenant. Le Gouvernement palestinien doit prendre clairement position contre la violence et agir pour mettre fin aux tirs de roquettes et aux attentats-suicides, et pour démanteler les infrastructures terroristes.

Condamnant l'attaque de Tel-Aviv, le représentant a ajouté que le droit des Palestiniens ne peut être réalisé si Israël ne met pas fin aux attaques et aux exécutions extrajudiciaires. Israël doit aussi mettre fin à l'implantation de colonies de peuplement et arrêter la construction de la barrière de sécurité. Si la perspective d'un État palestinien s'estompe à cause de mesures unilatérales, il sera de plus en plus difficile de faire accepter un compromis aux Palestiniens, a prévenu le représentant. La paix doit découler d'une solution juste et finale obtenue par le biais de négociations de bonne foi. Toute modification territoriale doit être convenue dans ces négociations et ne doit pas être le résultat d'un fait accompli. Le droit palestinien à la dignité concerne également les restrictions à la liberté de mouvement, a conclu le représentant.

M. JAMAL NASSER AL-BADER (Qatar) a déclaré que son pays soutenait les initiatives de paix au Moyen-Orient, dont notamment celle de la Ligue des États arabes, proposée à l'issue du Sommet arabe de Beyrouth. Qatar condamne les mesures unilatérales prises par Israël pour imposer des frontières aux Palestiniens et occuper leurs terres. Nous soutenons d'autre part tous les résultats issus des élections générales palestiniennes et les institutions qui formées à leur suite, a dit le représentant en invitant la communauté internationale à faire de même.

Le Conseil ayant appelé à la création d'un État palestinien pouvant vivre dans la paix et la sécurité aux côtés d'Israël, le Quatuor devrait relancer ses initiatives sur la base des principes acceptés par la communauté internationale. Il en est ainsi du principe de la terre contre la paix, que la Ligue des États arabes a réitéré lors de son dernier sommet à Khartoum, a dit le représentant.

M. JEAN-MARC DE LA SABLIERE (France) a lancé un appel au calme et à la retenue, demandant aux parties de respecter les arrangements conclus l'an dernier au sommet de Charm el-Cheikh et soulignant que les récents incidents montrent l'importance de conserver des canaux de discussion entre Israéliens et Palestiniens. Israël doit s'acquitter de ses obligations au titre de la quatrième Convention de Genève et remplir ses engagements au titre des accords passés, a poursuivi le représentant. La France appelle au respect et à la mise en œuvre sans délai de toutes les dispositions de « l'accord sur l'accès et le mouvement », conclu en novembre dernier. La pleine réouverture du point de passage de Karni est cruciale à cet égard. Elle appelle également le Gouvernement israélien à restituer intégralement à l'Autorité palestinienne le revenu des taxes perçues en son nom, conformément au Protocole de Paris. Il a tenu à souligner que l'aide européenne à l'Autorité palestinienne n'est que partiellement et temporairement suspendue et que l'UE demeure, à ce jour, le premier bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne. Il importe à la France que l'assistance destinée à la population palestinienne soit préservée. Le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu s'accorder, la semaine dernière, sur le projet de déclaration présidentielle équilibré, présenté par le Qatar, que sa délégation soutenait.

Dans ce contexte fragile, une initiative résolue du Qatar pour conduire les parties à reprendre le chemin des négociations lui a paru nécessaire. La France appelle de nouveau solennellement les deux parties à s'abstenir de toute démarche ou action unilatérale qui préjugerait des résultats des négociations sur le statut final et menacerait la viabilité de la solution des deux États. Elle reste très préoccupée par la poursuite de la politique israélienne de colonisation en territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est, par le tracé de la Barrière de séparation, et par les entraves mises à l'accès à la vallée du Jourdain pour les populations palestiniennes résidentes ou riveraines.

Le représentant français a tenu à réaffirmer le profond attachement de la France à l'établissement d'une paix globale, juste et durable au Proche-Orient, qui soit fondée sur les termes de référence de la conférence de Madrid, le principe « d'échange de la terre contre la paix », l'initiative arabe de paix du sommet de Beyrouth en 2002 et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

M. KONSTANTIN DOLGOV (Fédération de Russie) a déclaré que son pays était inquiet de l'aggravation de la situation qui prévaut dans le Territoire palestinien occupé. Aujourd'hui, le Conseil se réunit alors qu'un attentat a été perpétré à Tel-Aviv. Ces actes sont injustifiables, a dit le représentant russe en relevant que le Président Abbas avait condamné cet acte terroriste. L'espoir de voir naître un État palestinien viable aux côtés d'Israël est en train de s'estomper, a estimé le représentant en appelant les

autorités palestiniennes à faire respecter les principes énoncés dans la dernière déclaration du Quatuor qui stipule la nécessaire reconnaissance du droit d'Israël à exister. Quant à Israël, la Fédération de Russie lui demande de mettre fin aux initiatives unilatérales et d'arrêter la construction de sa barrière de séparation.

Il est impératif que les parties sortent de la crise actuelle, et la Fédération de Russie fera tout son possible, dans le cadre du Quatuor, pour les y aider. La Fédération de Russie tire d'autre part la sonnette d'alarme au sujet de la situation des populations palestiniennes, qui souffrent en ce moment du manque de ressources financières. C'est pourquoi notre Gouvernement fournira à l'Autorité palestinienne une aide d'urgence de 10 millions de dollars pour faire face à la dégradation de la situation humanitaire des Palestiniens.

M. KENZO OSHIMA (Japon) a constaté que depuis les élections en Israël, les perspectives de paix se heurtent à des défis qui exigent des deux parties qu'elles fassent montre de retenue. L'attentat de Tel-Aviv peut nuire irrémédiablement aux efforts de la réconciliation, a craint le représentant qui a espéré que le Hamas mènera une politique favorable aux négociations de paix et à la mise en œuvre de la Feuille de route du Quatuor.

Le Hamas, qui a été élu démocratiquement, a-t-il souligné, doit travailler en pleine coopération avec le Président Abbas et suivre le chemin de la paix. La communauté internationale doit envoyer un message positif à ce Gouvernement et l'encourager à rejoindre le processus de paix. Se tournant vers Israël, le représentant l'a appelé à prendre les mêmes engagements. Il a espéré des discussions prochaines entre les Premiers Ministres des deux parties. Le Japon, a-t-il conclu, continuera d'apporter une assistance humanitaire pour éviter la détérioration des conditions de vie du peuple palestinien.

M. NANA EFFAH-APENTENG (Ghana) a estimé urgent que les Palestiniens et Israéliens fassent preuve de la plus grande retenue après la multiplication récente des actes de violence. Il a souhaité que les deux parties s'abstiennent de toute mesure unilatérale qui viendrait exacerber les tensions et menacer les efforts de paix. Le représentant a défendu le droit des Palestiniens à obtenir un État qui pourra leur garantir la liberté de circulation et de réelles opportunités de développement. De leur côté, les Palestiniens ont le droit de vivre en paix dans leur État.

Alors que le Hamas est invité à revoir sa position à l'égard de l'État d'Israël, le Ghana note avec préoccupation les informations faisant état de la suspension de l'aide à l'Autorité palestinienne conduite par le Président Abbas. Ce sont les travailleurs Palestiniens qui sont privés de leurs salaires et des moyens de prendre soin de leur famille, a dit l'intervenant. Il a déclaré que l'administration du Hamas rendrait un grand service au peuple palestinien et à elle-même si elle poursuivait une politique en mesure de faire avancer le processus de paix. En conclusion, il a rappelé la lourde responsabilité qui incombe au Conseil de sécurité et au Quatuor d'assister les deux parties dans l'objectif de la paix.

M. OSWALDO DE RIVERO (Pérou) a déclaré que la lutte contre l'occupation israélienne semblait être hors de contrôle et sans direction, au vu de la diversité des réactions contre l'acte terroriste perpétré aujourd'hui contre des Israéliens à Tel-Aviv. Certains le condamnent, d'autres l'approuvent, et une grande majorité des supporters de cette lutte restent silencieux.

Le Pérou condamne le terrorisme. Il appelle Israël à mettre fin de son côté à la prise de mesures unilatérales. Un espace de dialogue doit être créé avec le soutien du Quatuor. Il est dommage que l'Autorité palestinienne, à travers le Gouvernement du Hamas, refuse de reconnaître le droit à l'existence d'Israël et ne veuille pas renoncer à l'usage de la violence. Ceci ferme la porte au dialogue, la partie israélienne n'ayant pas de partenaire. Le Pérou reconnaît toutefois que le présent Gouvernement palestinien a été mis en place à l'issue d'élections légitimes, transparentes et justes. Il est cependant dommage que ce gouvernement ne veuille pas assumer ses obligations internationales, car c'est le peuple palestinien qui va payer chèrement le prix de l'isolation dans laquelle s'enferme son gouvernement actuel, a regretté M. De Rivero. Nous lançons un appel aux parties pour qu'elles mettent fin aux actes de violence et essaient de revenir à la table des pourparlers.

Mme ELLEN MARGRETHE LØJ (Danemark) a qualifié l'attaque de Tel-Aviv comme un revers important du processus de paix. Se félicitant de la réaction du Président Abbas, elle s'est dite révoltée par celle du Hamas. Elle s'est également dite préoccupée par les tirs de roquettes lancés contre Israël ainsi que par les opérations militaires de ce dernier.

Appelant au sang froid, l'intervenante a exhorté le Gouvernement palestinien à s'engager en faveur des principes édictés par le Quatuor. Le Gouvernement doit respecter les obligations contractées par l'Autorité palestinienne et s'engager publiquement en faveur de la primauté du droit, de la réforme et du démantèlement des infrastructures de la terreur. Elle a souligné le rôle essentiel du Président Abbas et appelé Israël à privilégier une solution négociée. Les deux parties doivent respecter leurs engagements et éviter toute mesure unilatérale, a-t-elle dit en qualifiant de contraire au droit international la construction de la barrière de séparation et en appelant Israël à respecter ses obligations économiques vis-à-vis de l'Autorité palestinienne.

M. BASILE IKOUEBE (Congo) a déclaré que la situation actuelle fait craindre une crise humanitaire majeure dans les territoires occupés avec des conséquences politiques fâcheuses en perspective et une dégradation des conditions sécuritaires dans la région. Selon lui, il importe de veiller à ce que le peuple palestinien n'ait pas l'impression d'être durement sanctionné pour avoir librement fait son choix lors d'élections démocratiques.

La délégation du Congo estime que la paix doit se négocier de bonne foi entre les divers protagonistes de la crise dans le respect du droit international et du droit international humanitaire et de tous les textes internationaux existants. Elle demande aux deux parties de rétablir des mesures de confiance afin de créer les conditions du dialogue, puis de la négociation à travers le respect de règles bien établies: la reconnaissance d'Israël, l'acceptation des accords passés entre Israël et l'Autorité palestinienne, la renonciation à la violence de part et d'autre, l'arrêt des actes unilatéraux et de la politique du fait accompli, le démantèlement des colonies de peuplement, l'arrêt de la construction de la barrière de séparation ainsi que celui des assassinats ciblés et des actes de punition collective.

Le nécessaire accompagnement de la communauté internationale autour de la Feuille de route devrait allier fermeté dans l'application des principes et du droit international et équilibre dans le traitement des deux camps, a conclu le représentant.

M. ADAM THOMSON (Royaume-Uni) a déclaré que sa délégation déplorait l'acte terroriste insensé commis aujourd'hui à Tel-Aviv contre des civils et en condamnait les responsables. Le Royaume-Uni se félicite de la condamnation de cet acte par le Président Abbas et par la délégation palestinienne à l'ONU.

Le Gouvernement palestinien dirigé par le Hamas doit honorer les engagements pris par l'Autorité palestinienne en ce qui concerne la résolution de la crise du Moyen-Orient. Nous réitérons que le peuple palestinien ne doit pas être puni à cause de l'attitude de son Gouvernement actuel. Le Royaume-Uni est un des principaux donateurs humanitaires aux Palestiniens, et il s'inquiète de la dégradation actuelle de la situation de la population. Tout en condamnant les attaques à la roquette de certains groupes contre Israël, nous sommes préoccupés par l'usage disproportionné de la force par l'armée israélienne, a dit le représentant. Nous appelons aussi à la retenue en ce qui concerne les saisies illégales de terres palestiniennes, et sommes en faveur de la création d'un État palestinien viable.

M. ADAMANTIOS TH. VASSILAKIS (Grèce) s'est inquiété de la recrudescence de la violence qui s'est traduite ces derniers jours par des tirs de roquettes et un attentat-suicide ce matin à Tel-Aviv. Tout en reconnaissant le droit d'Israël à se défendre et de protéger ses citoyens, il a exhorté les deux parties à exercer le maximum de retenue en faisant preuve d'une maturité politique pour éviter toute provocation. Il est essentiel, a-t-il ajouté que les deux parties mettent tout en œuvre afin de mettre un terme aux attaques et actions de représailles, y compris les exécutions extrajudiciaires. Il a déclaré que l'instauration d'une paix

durable passait par la mise en œuvre des résolutions 242, 338, 1397 et 1515 du Conseil de sécurité ainsi que par les termes de référence de Madrid et le principe de la terre en échange de la paix.

Il a insisté qu'il était dans l'intérêt des Palestiniens et des Israéliens que le nouveau Gouvernement palestinien s'engage à faire siens les trois principes définis dans la Déclaration du Quatuor diplomatique, à savoir, la non-violence, la reconnaissance d'Israël et l'acceptation des accords précédemment conclus, y compris la Feuille de route.

M. PETER BURIAN (Slovaquie) s'est dit inquiet des actes violents perpétrés dans le Territoire palestinien occupé et en Israël. Il a condamné toute action terroriste, en appelant toutes les parties à faire cesser la spirale de la violence. Il a réaffirmé le soutien de son pays à une paix juste, durable et globale fondée sur les résolutions des Nations Unies. Il a appuyé la solution de deux États et appelé les parties à accepter les accords existants et à renforcer la confiance mutuelle.

À son tour, il a regretté que le Hamas ne se soit pas engagé en faveur des trois principes édictés par le Quatuor. Il a appuyé les efforts du Président Abbas dans ce sens. Se tournant vers Israël, il a voulu qu'il renonce à l'usage d'une force disproportionnée et œuvre à une matérialisation de la Feuille de route.

M. TUVAKO N. MANONGI (République-Unie de Tanzanie) s'est dit convaincu que le Gouvernement palestinien dirigé par le Hamas n'avait d'autre solution dans l'intérêt des Israéliens et des Palestiniens que de reconnaître les trois principes arrêtés dans la déclaration du Quatuor diplomatique à savoir: la non-violence, la reconnaissance d'Israël, et l'acceptation des accords précédents, y compris les dispositions de la Feuille de route.

Il a souhaité que le nouveau Gouvernement palestinien prenne une position claire contre la violence et puisse empêcher notamment les tirs de roquettes et les attentats-suicides. Dans ce contexte, il a particulièrement condamné l'attentat-suicide commis ce matin à Tel-Aviv. Par ailleurs, il a exhorté les Israéliens à s'abstenir de recourir de manière excessive à la force ou de pratiquer des exécutions extrajudiciaires en contradiction totale avec le droit international. Il s'est dit persuadé que ce n'est que par le biais de pourparlers de paix que la situation pourra être résolue, en ajoutant que toute action unilatérale ne ferait qu'envenimer les choses. Enfin, il a souhaité qu'Israël mette un terme à la suspension du transfert mensuel de revenus prélevés au nom des Palestiniens, pour permettre à l'Autorité palestinienne de payer ses fonctionnaires, notamment les policiers, enseignants, personnels médical et autres.

M. WANG GUANGYA (Chine) a déclaré que la Chine était très préoccupée par la situation qui prévaut au Moyen-Orient. Le cycle de violence qui y règne doit être interrompu, a dit le représentant en déplorant le manque de confiance entre les parties. Il est indispensable que chacune des parties au conflit respecte les engagements pris dans le cadre de la Feuille de route. Les civils palestiniens ne devraient d'autre part pas être punis à cause du choix démocratique qu'ils ont opéré lors des dernières élections législatives, a souligné le représentant. La Chine a soutenu le projet de déclaration présidentielle élaboré par le Qatar et regrette qu'un consensus n'ait pas été dégagé sur ce document équilibré, a-t-il indiqué.

M. TAWFEEQ AHMED ALMANSOOR (Bahreïn), au nom du Groupe des États arabes, a regretté l'intensification des attaques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé qui ne vise qu'à punir le peuple palestinien pour avoir élu le Hamas, démocratiquement et à une majorité écrasante. Toutes les parties doivent respecter le résultat de ces élections, a voulu le représentant en dénonçant les mesures de « punition économique » infligées par Israël au peuple palestinien et les opérations militaires. Israël n'a pas de meilleur partenaire de paix que celui qui a été élu par le peuple palestinien, a-t-il souligné.

Le représentant a aussi dénoncé le plan unilatéral du Premier Ministre israélien qui ne saurait que mettre un terme à la solution de deux États. Israël doit se retirer de tous les territoires arabes occupés, cesser de changer le statut juridique du Golan et mettre un terme à ses attaques répétées contre le Liban, a-t-il ajouté. Le peuple palestinien est humilié depuis trop longtemps. Il a besoin de l'aide de la communauté internationale pour trouver une solution politique au conflit, a conclu le représentant.

Intervenant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), M. ABDULLAH M. ALSAIDI (Yémen) a estimé que l'intensification des opérations militaires contre le peuple palestinien dans le territoire occupé, y compris à Jérusalem-Est, ainsi que le blocage des importations nécessaires de vivres, n'avaient d'autres explications que la volonté des Israéliens de punir le peuple palestinien pour le choix exercé lors des récentes élections démocratiques, libres et transparentes. Il a estimé que cela n'était pas le bon message à envoyer à l'ensemble de la région.

Il a insisté sur la responsabilité du Conseil de mettre un terme à l'agression israélienne à l'encontre du peuple palestinien. Enfin, il a estimé que pour que la paix puisse s'imposer au Moyen-Orient, il fallait qu'aucun pays ne soit traité comme s'il était au-dessus de la loi.

Intervenant au nom du Mouvement des non-alignés, M. HAMIDON ALI (Malaisie) a soutenu le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance et à un État souverain ayant pour capitale Jérusalem-Est. Il a appuyé la pertinence des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, le principe de la terre contre la paix, l'Initiative de paix arabe, en dénonçant le caractère illégal de toute acquisition de territoire par la force. Il a appuyé la solution de deux États vivants côte à côte en toute sécurité, sur la base des frontières d'avant 1967. Il s'est inquiété de l'usage excessif de la force par l'armée israélienne, en estimant que cette violence ne pouvait qu'entraîner des vengeances de la part des Palestiniens. Il a déclaré qu'il était dans l'intérêt des deux parties de cesser toute violence en souhaitant qu'Israël renonce immédiatement à retenir les produits de la taxe sur les revenus palestiniens.

Par ailleurs, le représentant a souhaité que soit respecté le choix démocratique du peuple palestinien, estimant que la communauté internationale ne peut prendre comme prétexte les résultats de ces élections pour cesser toute aide économique ou financière ou toute autre forme d'assistance au peuple palestinien. Il a ajouté que le Mouvement des non-alignés était profondément inquiet des échecs successifs des tentatives de relancer le processus de paix en notant que la Feuille de route n'était toujours pas appliquée. Il a insisté sur la nécessité de respecter pleinement le droit international et humanitaire ainsi que la Charte des Nations Unies, dans les efforts déployés pour résoudre la question de la Palestine. À cet égard, il a notamment mis l'accent sur la responsabilité permanente des Nations Unies, par le biais du Conseil de sécurité, tant que cette question ne sera pas réglée.

Intervenant au nom de l'Union européenne (UE), M. GERHARD PFANZELTER (Autriche) s'est inquiété de ce que le nouveau Gouvernement palestinien ne se soit pas plié aux trois principes arrêtés par le Conseil de sécurité et le Quatuor diplomatique, à savoir: la non-violence, la reconnaissance du droit d'Israël d'exister et l'acceptation des accords existants. Il a exhorté le Gouvernement palestinien à respecter et mettre en œuvre ces principes et à faire sienne la plate-forme de paix du Président Abbas, en ajoutant que cela ne viendrait que renforcer les aspirations du peuple palestinien à la paix et à un État palestinien.

Le représentant a mis l'accent sur les ambitions du Conseil de sécurité de préserver le fonctionnement démocratique et le développement des institutions de l'Autorité palestinienne. Par ailleurs, il a rappelé aussi que le Conseil avait insisté pour que le Gouvernement israélien issu des dernières élections favorise une solution négociée du conflit israélo-palestinien dans le respect des accords existants, des résolutions pertinentes des Nations Unies et des principes définis dans la Feuille de route. S'agissant des questions relevant du statut final, il a indiqué que l'UE n'accepterait aucun changement aux frontières d'avant 1967 autre que ceux acceptés par les deux parties.

M. YUCEF YOUSFI (Algérie) a déclaré que le Conseil de sécurité se devait de dénoncer vigoureusement les mesures terroristes que pratique Israël. Les agressions perpétrées par Israël contre le peuple palestinien doivent cesser, a dit le représentant en dénonçant les mesures unilatérales et la politique du fait accompli, qui préjuge des résultats des négociations devant conduire à la création d'un État palestinien indépendant et souverain d'un seul tenant, ayant pour capitale Al-Qods Al-Sharif (Jérusalem). Les dernières élections législatives ont prouvé la capacité du peuple palestinien à organiser des élections libres et démocratiques dans des conditions très difficiles, a estimé l'intervenant. L'Algérie exprime sa considération et son respect pour les réalisations des Palestiniens. Elle réaffirme son soutien sans faille à

l'Autorité palestinienne et à ses institutions et salue le dialogue national palestinien qui a conduit à la formation d'un gouvernement national.

Le Conseil de sécurité doit inviter la communauté internationale, et notamment le Quatuor, à respecter la volonté du peuple palestinien, a déclaré M. Yousfi. Nous estimons que la suspension de l'aide internationale à la suite de la victoire électorale du Hamas ne peut que déstabiliser encore plus le Moyen-Orient. Le gel de cette aide est une décision dénuée de tout fondement, a dit le représentant en exhortant la communauté internationale à ne pas imposer des conditions injustes au peuple palestinien et à maintenir la coopération avec les dirigeants palestiniens.

M. MAGED ABDELAZIZ (Égypte) a, à son tour, dénoncé les raids israéliens à Gaza et la poursuite des exécutions extrajudiciaires. Il a souligné que c'est cette situation qui mène à une ambiance de révolte et de vengeance, dont l'attaque terroriste perpétrée ce matin à Tel-Aviv. L'escalade de la violence de la part d'Israël relève d'une politique de longue date visant à priver le peuple palestinien de ses droits, de ses biens et de sa terre. Ces pratiques se sont intensifiées après les élections démocratiques des Palestiniens qui doivent être respectés et non punis. Les mesures unilatérales d'Israël ne sauraient contribuer à la paix.

Seul le dialogue et le respect du droit des Palestiniens ouvriront la voie de la paix, a souligné le représentant. C'est en respectant les droits des Palestiniens et en assurant leur dignité que la paix deviendra possible, a-t-il insisté. Au moment où les dirigeants ont réaffirmé leur attachement à leur plan de paix, Israël réagit par des mesures unilatérales qui rognent lentement mais sûrement le Territoire palestinien. Le règlement du conflit ne peut résulter que d'un accord et n'être que le fruit d'un processus de négociations. Le représentant a appelé Israël à négocier directement avec le Président Abbas sans condition préalable et sur la base des Accords d'Oslo, de la Feuille de route du Quatuor et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

M. MUNIR AKRAM (Pakistan) a déclaré que trois défis attendaient la communauté internationale. Le premier était de savoir comment mettre un terme à l'immense souffrance du peuple palestinien alors que l'assistance à l'Autorité palestinienne était bloquée et que les exécutions extrajudiciaires et les bombardements se poursuivaient. Le second était comment parvenir à instaurer la paix entre Israéliens et Palestiniens et les amener à reprendre les négociations malgré le fossé qui les sépare actuellement. Enfin, le troisième est de savoir comment prévenir des actions prises unilatéralement par Israël et qui risquent de rendre la résolution de ce conflit impossible. Face à ces dilemmes, il a d'abord exhorté les organismes des Nations Unies à élargir leur appui au peuple palestinien afin de prévenir tout chaos dans le Territoire occupé. Enfin, il a souhaité la mise en place d'arrangements afin de promouvoir la paix entre les forces israéliennes et les forces de sécurité palestiniennes et autres groupes armés ou milices.

Selon lui, il est indispensable que le nouveau Gouvernement israélien soit conscient de l'inutilité de mesures unilatérales. L'intervenant a aussi mis l'accent sur l'importance de mesures de confiance avec comme objectif de parvenir à un État palestinien vivant en paix et en sécurité à côté d'Israël. En conclusion, il a estimé que la résolution du problème palestinien était non seulement un impératif régional, mais aussi une condition incontournable de la paix dans le monde en raison de la présence d'extrémistes et des actes de terrorisme que l'injustice qui y sévit nourrit.

M. MILAD ATIEH (République arabe syrienne) a déclaré que sa délégation était outrée par le refus du Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités au Moyen-Orient. Ceci est dû à la politique de deux poids deux mesures que suivent certains membres permanents du Conseil de sécurité qui ont donné à Israël les moyens d'une totale impunité, a estimé le représentant. Israël pratique sans aucun scrupule les pires formes de terrorisme d'État, a dit le représentant syrien. La Syrie demande à la communauté internationale de continuer à aider les Palestiniens sur le plan humanitaire et à respecter le choix démocratique qu'ils ont fait de leurs gouvernants.

L'intervenant a ensuite accusé Israël de vouloir « judaïser » le plateau du Golan en construisant des colonies de peuplement en imposant la nationalité israélienne à des populations arabes syriennes. Israël ne veut pas de dialogue et de paix négociée, a estimé le représentant syrien pour qui Israël préfère faire usage de la force et de l'intimidation.

Mais la paix ne sera possible que le jour où Israël appliquera toutes les résolutions des Nations Unies et s'assoira autour d'une table avec les États arabes, comme cela lui a été proposé dans l'Initiative du Sommet arabe de Beyrouth, a averti le représentant. Les réfugiés arabes et palestiniens ont le droit de retourner sur les terres qui leur ont été arrachées par Israël. Contrairement à la position de victime que ses dirigeants veulent lui faire prendre, Israël est un État agresseur, meurtrier, surarmé et impérialiste, a conclu le représentant.

M. REZLAN ISHAR JENIE (Indonésie) s'est inquiété du caractère excessif et brutal des opérations militaires lancées par Israël contre le peuple palestinien en indiquant que plusieurs tirs de missiles avaient provoqués la mort de 16 Palestiniens, y compris un enfant de cinq ans. Il a déclaré que les médias faisaient mention de 300 tirs quotidiens sur la bande de Gaza, une réponse qualifiée de démesurée et en contradiction totale avec le droit humanitaire international.

L'intervenant s'est aussi inquiété de la crise financière qui frappe l'Autorité palestinienne en raison des taxes bloquées par les Israéliens. Une situation qui fait que l'Autorité palestinienne est incapable de payer ses 150 00 fonctionnaires. Il a déclaré que l'effondrement de l'administration palestinienne ne rendra la paix que plus improbable. C'est pourquoi, il a exhorté Israël à mettre un terme à cette suspension du transfert des revenus des taxes et la communauté internationale à ne pas se dérober aux engagements financiers pris à l'égard de l'Autorité palestinienne. Nous sommes persuadés, a-t-il ajouté, que l'arrêt de l'assistance humanitaire ne contribuera qu'à déstabiliser encore plus la situation sur le terrain. Tout en invitant la communauté internationale à donner une chance au nouveau Gouvernement palestinien, il a souhaité que ce dernier adhère à la voie tracée par le Président Abbas sur la base de la Feuille de route et des résolutions pertinentes des Nations Unies.

M. JAVAD ZARIF (République islamique d'Iran) a accusé Israël d'avoir permis l'arrivée de 12 000 nouveaux colons en Cisjordanie au cours des derniers mois afin de rendre impossible la création d'un État palestinien territorialement viable. Ces 12 000 colons ont été installés alors que seulement 9 000 colons israéliens étaient évacués de Gaza et du nord de la Cisjordanie dans une manœuvre purement tactique et sécuritaire, a estimé le représentant. Il est temps que le Conseil de sécurité cesse de pratiquer la politique de deux poids deux mesures et qu'il applique ses propres résolutions, a dit M. Zarif.

Les élections législatives palestiniennes, qui se sont déroulées dans la transparence ont abouti à des résultats qui doivent être reconnus et applaudis par la communauté internationale, a poursuivi le représentant. Israël devrait par conséquent reverser aux autorités palestiniennes les rentrées fiscales et douanières qu'il lève aux frontières des enclaves palestiniennes, a dit M. Zarif en s'élevant contre la punition collective imposée au peuple palestinien par la décision de certains États de mettre fin à toute assistance financière internationale à l'Autorité palestinienne. À cet égard, a-t-il indiqué, l'Iran a décidé de soutenir sur le plan humanitaire les Palestiniens en leur versant un soutien financier.

Parlant de l'attitude « infamante » d'Israël, M. Zarif a ensuite dénoncé la possession d'armes nucléaires par ce pays. Israël a trompé le monde entier pendant des décennies et a refusé, sans en être menacé, de signer le Traité de non prolifération (TNP). Ce pays méprise aujourd'hui toutes les demandes de la communauté internationale et les requêtes que lui a adressées la Conférence d'examen du TNP, tenue en 2000. Cette Conférence a demandé à Israël de joindre le Traité et de mettre ses installations sous le contrôle de l'AIEA, a rappelé M. Zarif. Entre les mains d'un État terroriste, qui recourt constamment à l'agression contre ses voisins au Moyen-Orient, les armes nucléaires d'Israël posent une menace à la paix et la sécurité internationales, a estimé M. Zarif en demandant de manière urgente la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive au Moyen-Orient.

La question de Palestine est la source de tous les troubles qui secouent cette région, a-t-il estimé. Le Conseil de sécurité doit résoudre ce problème de manière équitable et mettre devant leurs responsabilités Israël et le membre permanent du Conseil qui protège ses constantes violations du droit international et lui a permis de jouir jusqu'ici d'une constante impunité, a dit le représentant iranien.

M. FAWZI BIN ABDUL MAJEED SHOBOKSHI (Arabie saoudite) a dénoncé la poursuite de l'occupation israélienne comme une violation du processus de paix entamé à Madrid en 1991. La violence, a-t-il dit, est motivée par l'obsession sécuritaire israélienne et les frustrations palestiniennes. Le Gouvernement israélien se dérobe à ses responsabilités, préférant recourir à la force de manière disproportionnée et pousser les Palestiniens à des actes désespérés. Israël a toujours été convaincu que la force et non pas la justice doit prévaloir et la paralysie de la communauté internationale l'incite à continuer à entraver le processus de paix et à contourner tous ses engagements sous des prétextes fallacieux.

Israël, a encore dénoncé le représentant, poursuit l'annexion des territoires et continue de rejeter les résolutions pertinentes de l'ONU. La politique de deux poids deux mesures lui donne en effet l'impression qu'il est au-dessus des lois, d'où le mépris qu'il a pour toute partie qui œuvrerait de bonne foi à la paix. Israël ne cherche pas de partenaire de paix. Dès qu'un se présente, il n'a de cesse de chercher à le tuer moralement, politiquement et économiquement. Israël veut liquider la question palestinienne, a dit constater le représentant en prévenant que le sang et la désolation n'ont jamais permis les bonnes relations entre les peuples. Le représentant a prôné un retour aux textes fondateurs du processus de paix parmi lesquels il faut inclure la Feuille de route du Quatuor.

M. MALMIERCA DIAZ (Cuba) a déclaré que l'histoire se répétait au Moyen-Orient, avec les attaques aveugles de l'armée israélienne contre des cibles civiles palestiniennes à Gaza. Ce n'est un secret pour personne qu'Israël continuera d'agir avec impunité tant que l'hypocrisie et la politique de deux poids deux mesures continueront à régner au Conseil de sécurité. Les États-Unis ont opposé 22 fois leur veto à toute mesure qu'auraient pu prendre les membres du Conseil pour rappeler Israël à l'ordre. Les États-Unis ont ainsi réalisé leur objectif de paralyser le Conseil et d'imposer leur volonté et les intérêts de leur protégé israélien. Cuba exige qu'Israël respecte les normes du droit international et mette en œuvre toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité depuis le 4 juin 1967.

M. BAKI İLKIN (Turquie) a adhéré aux propos de l'Union européenne et a regretté que l'on n'ait pu tirer parti du retrait israélien de Gaza. Il a condamné l'attentat perpétré à Tel-Aviv. De la même manière, il a regretté la mort de civils à la suite des opérations militaires israéliennes. La violence et la force ne peuvent que s'autoalimenter. Les deux parties doivent faire preuve de pragmatisme, au nom du bien-être de leur peuple respectif et de leur région. Le représentant a préconisé le dialogue sur la base de la Feuille de route du Quatuor et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. La paix, la sécurité et le développement économique du Moyen-Orient ne pourront être réalisés à moins que l'on ne trouve une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien, a-t-il prévenu.

Mme IMERIA NÚÑEZ DE ODREMÁN (Venezuela) a déclaré que son pays déplorait les violences qui ont lieu dans le Territoire palestinien occupé. Le Venezuela s'élève contre les violations des droits des Palestiniens par une puissance occupante et ses soutiens étrangers. Il est inacceptable que les choix politiques des Palestiniens soient rejetés par des puissances qui ne veulent aucun bien à ce peuple, a dit la représentante. Le Venezuela demande le respect par Israël de toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur la question du Moyen-Orient et rejette toute manipulation territoriale qui vise à empêcher la création d'un État palestinien souverain, indépendant et viable. Le Conseil de sécurité devrait sans ambages soutenir l'autodétermination du peuple palestinien, a souligné la représentante du Venezuela.

Intervenant en sa qualité de Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. PAUL BADJI (Sénégal) a condamné les actions militaires israéliennes ayant causé des pertes en vies humaines chez les civils palestiniens. Il a estimé que ces actions ne se justifiaient aucunement et constituaient une violation du droit international. Pour la même raison, il a condamné de la façon la plus vigoureuse l'attaque-suicide qui a eu lieu aujourd'hui à Tel-Aviv.

Il a exhorté les deux parties à mettre un terme d'urgence à tous les actes de violence en appelant le Conseil de sécurité à se montrer à la hauteur de ses responsabilités et à contribuer à mettre un terme au bain de sang et à la misère dans le Territoire palestinien occupé. Il a déclaré que les politiques israéliennes illégales d'expansion et d'annexion de colonies à Israël et la construction en cours du mur de séparation se poursuivaient en violation du droit international. Il a indiqué que son Comité continuerait d'œuvrer avec les représentants légitimes du peuple palestinien –et en tout premier lieu avec le Président de l'Autorité palestinienne– qui appuient les principes de non-violence, reconnaissant l'État d'Israël et respectant et adhérant aux précédents accords israélo-palestiniens.

M. YAHYA MAHMASSANI (Ligue des États arabes) a déclaré que la Ligue des États arabes condamnait l'escalade de la violence, orchestrée par Israël. L'option militaire choisie par Israël ne peut qu'aggraver les tensions dans la région. La Ligue des États arabes rejette le châtement collectif infligé par Israël aux Palestiniens pour les punir du choix démocratique qu'ils ont fait lors des dernières élections législatives.

Nous lançons un appel au Conseil pour qu'il demande à Israël de renoncer à l'option militaire. Le Conseil doit exiger qu'Israël mette fin à la politique du fait accompli. La communauté internationale ne devrait pas suspendre son aide aux Palestiniens, ce genre de décision ne pouvant que générer le chaos. La Ligue arabe rejette fermement la politique d'assassinats ciblés adoptée par Israël. Elle exige le retour des parties à la table des négociations et demande l'application des résolutions du Conseil de sécurité sur la question du Moyen-Orient.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel